

# Une piqûre qui fait mal aux syndics

**Au cœur du débat**

Par Donatella Romeo

J. de Morges  
8 mars 2013

**BREMBLENS/LONAY | CONTOURNEMENT**

Depuis le vote du Grand Conseil, les syndics de Bremblens et de Lonay se sentent trahis. Ils lancent un film pour défendre leurs communes.

«**L'**autoroute coupera Morges», titrait la Feuille d'avis du 16 septembre 1960. Le Conseil fédéral venait d'adopter un des tracés de l'autoroute. Une variante que l'on surnomme désormais «la cicatrice de la Coquette». Un scénario vieux de 52 ans, mais qui revient hanter aujourd'hui Bremblens, Lonay et leurs syndics Eric Bühler et Philippe Guillemmin. C'est la séance du Grand Conseil du 5 février qui a mis le feu aux poudres avec le positionnement du parlement en faveur de la «résolution Jobin». Cette dernière inclut le déclassement de l'actuelle autoroute de Morges et la construction d'une bretelle, la bien nommée «piqûre», entre Bremblens et Lonay qui redescendrait pour rejoindre l'actuelle autoroute à la hauteur de Denges. Le problème fondamental réside dans le fait que les deux communes en question avaient donné leur aval pour une étude sur le tracé de

l'autoroute à la seule condition que celle-ci soit entièrement enterrée. «Or, il est techniquement impossible d'enterrer une bretelle, note Eric Bühler. Ceci signifie que, contrairement à ce que nous avions préconisé, l'autoroute serait à l'air libre.»

## Une trahison

«On ne connaissait pas la position du Grand Conseil et on se sent trahi, déplore Philippe Guillemmin. Ils ont voté une décision sans savoir ce que cela engageait et sans réellement connaître ni les paysa-

ges, ni les enjeux qui en découlent.»

Pourtant, Philippe Jobin – qui donne son nom à la résolution – est un député d'Echichens. De plus, c'est une écrasante majorité de 95 voix qui a voté en faveur de

**On ne connaissait pas la position du Grand Conseil et on se sent trahi. Pour nous, ils ont voté sans savoir**

**Philippe Guillemmin, syndic de Lonay**



la piqûre (10 non et 8 abstentions). C'est précisément ce qui dérange les syndics de Bremblens et de Lonay: «Nous avons la sensation d'être poussés hors du projet, regrette Eric Bühler. Ce que les députés ont fait est déplacé et le relais d'information n'a pas fonctionné.»

## Opération balafre

Aussi, les deux hommes ont décidé de lancer une vaste campagne de communication pour faire part à la population de leurs inquiétudes. Côté politique, ils ont contacté l'Office fédéral des Routes (OFROU) – qui, du reste, sera le seul dépositaire de la décision finale – pour signaler leur opposition. «Un rapport de 15 pages», précise le syndic de Bremblens qui n'a pas encore reçu de retour de la part de l'office. Côté population, les deux communes se sont réunies pour produire un film montrant le potentiel contournement avec la bretelle autoroutière. «Nous avons mandaté une entreprise de communication pour se charger de ce

travail, explique Eric Bühler. Nous pensons que par l'image la prise de conscience ne peut être que plus forte, car c'est du concret.»

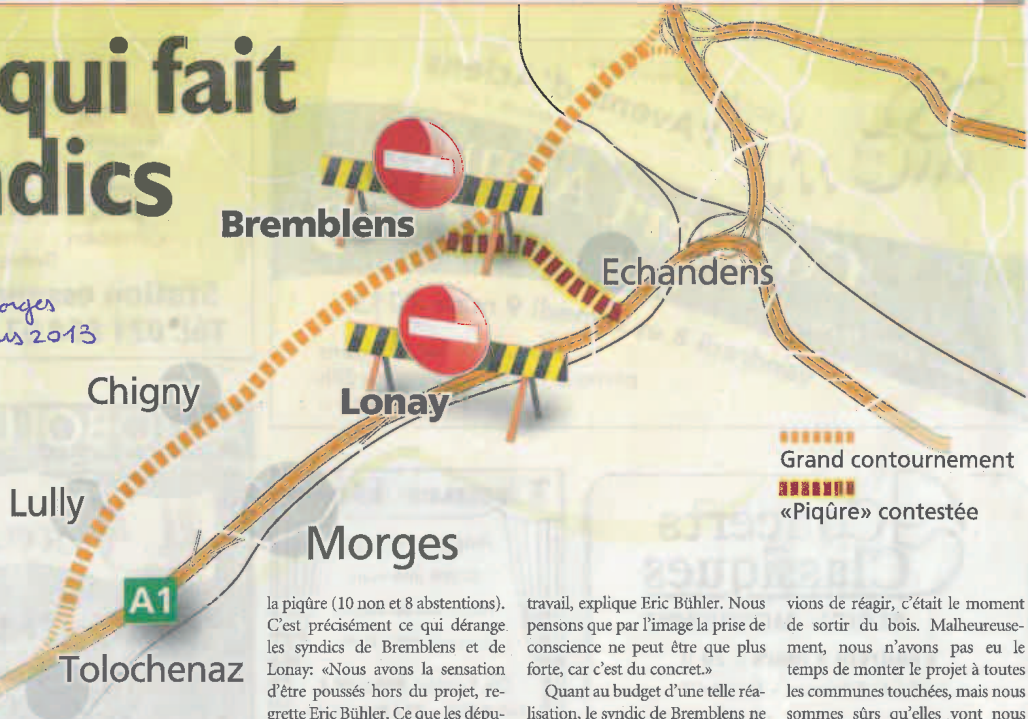
Quant au budget d'une telle réalisation, le syndic de Bremblens ne veut pas le communiquer mais précise qu'il y a un compte prévu pour une telle campagne et que la somme est suffisamment basse pour que cela rentre dans ses compétences décisionnelles. Pas besoin donc de passer par les conseils selon Eric Bühler.

Reste une interrogation: pourquoi ce film se fait-il à l'initiative de deux communes alors qu'elles sont une quinzaine concernées? «Avec ce qu'il s'est passé au Grand Conseil, le temps presse, estime Philippe Guillemmin. Nous nous de-

vions de réagir, c'était le moment de sortir du bois. Malheureusement, nous n'avons pas eu le temps de monter le projet à toutes les communes touchées, mais nous sommes sûrs qu'elles vont nous rejoindre. Aujourd'hui, ce que nous voulons, c'est que l'OFROU n'oublie pas d'envisager toutes les possibilités dont celle qui enterre tout le tracé et sans piqûre. Nous serons très attentifs.»

Vieilles angoisses de l'expérience morgienne ou pas, Eric Bühler et Philippe Guillemmin sont en effet bien décidés à se battre pour éviter ce qu'ils nomment «la seconde balafre de la région morgienne.»

► Visionnez le film sur [www.journaldemorges.ch](http://www.journaldemorges.ch)



## «Il faut les assises de l'autoroute»

**Députés contrariés**

**INTERVIEW | RAPHAËL MAHAÏM**

Accusés, levez-vous! Pointé du doigt comme les 16 autres députés du district, Raphaël Mahaim est en colère. «C'est vraiment le sujet qui fait parler entre nous au Grand Conseil», explique l'élu des Verts.

Pour mémoire, le syndic de Lonay a accusé «ses» députés d'avoir voté sans connaître le dossier et à l'envers de la position régionale en soutenant la résolution en faveur du grand contournement et de sa fameuse piqûre. «Je suis particulièrement fâché quand on dit que les députés ne vont pas dans le sens de leur district. Il faut savoir que nous n'avons jamais reçu ni la position de Région Morges ni celle de l'ARCAM. Je suis d'accord que le district est en droit d'attendre un soutien de la part de ses représentants, mais nous n'avons jamais été sollicités. Alors se voir accuser ensuite me paraît vraiment incorrect.»

Reste que les dégâts sont là et Raphaël Mahaim veut donc rebondir. «Il faut que nous nous rémissions tous autour d'une ta-



Raphaël Mahaim estime que l'heure des Assises est venue. VQ

ble, soit la région, l'ARCAM, les Municipalités et les députés afin de corriger le tir plutôt que de s'invectiver par le biais des courriers de lecteurs.»

## De gros risques

Concrètement, l'élu de Pampigny – appuyé par la Municipale de Morges Sylvie Podio – a pris contact avec la Préfecture et les associations régionales afin d'organiser les «Assises de l'autoroute». «Pour qu'une position commune

puisse être définie et afin que les informations soient les mêmes pour tous. On nous accuse en effet de ne pas avoir respecté une position alors que nous n'en avions pas connaissance...»

## Beaucoup à perdre

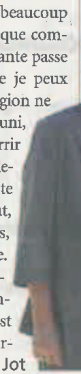
L'incompréhension et la partie de ping-pong engagée dans les journaux viennent effectivement de là: alors que rien ne l'y obligeait, le Grand Conseil a relancé les discussions en appuyant une résolution du député Philippe Jobin (Echichens), plaidant clairement pour le grand contournement et la piqûre à hauteur de Bremblens. Un geste de soutien en faveur du Conseil d'Etat qui partait d'une bonne intention, mais qui a fait – on s'en rend compte – beaucoup de vaisselle cassée. «Chaque commune a peur que la variante passe dans son jardin, ce que je peux comprendre. Or, si la région ne montre pas un visage uni, l'OFROU va laisser pourrir la situation et fera finalement passer la variante qu'il veut depuis le début, celle des deux autoroutes, l'actuelle et l'ancienne. Les Morgiens seront perdants et les villages alentours également, c'est donc un risque important.»

C. Jot

**La région sous tension**

Présidente de Région Morges, Claire Richard (photo) n'a que peu goûté l'initiative de ses deux collègues. «C'est avec ce genre d'attitude que l'on obtiendra moins et moins bien», regrette la syndique de Chigny. «Toutes les propositions peuvent être faites, mais à l'interne. On parle des difficultés de Lonay et Bremblens, mais il y en aura aussi à Tolochenaz et Lully, raison pour laquelle il est impératif de faire front commun plutôt que du ramdam inutile. Je suis également étonnée car nous sommes arrivés à un accord entre les communes lors de nos séances, notamment avec M. Guillemmin. Mais la résolution du Grand Conseil qui inclut la piqûre que nous ne voulons pas a mis le feu aux poudres, ce qui est regrettable.»

Claire Richard et Région Morges attendent maintenant que canton et Confédération prennent position afin d'éviter un mauvais débat.



## «Le film est abusif!»

**La position du canton**

**INTERVIEW | NURIA GORRITTE**

– En tant que conseillère d'Etat en charge du réseau routier, que pensez-vous de l'offensive des deux syndics qui critiquent le canton?

– Je tiens à rappeler que c'est l'OFROU qui est leader dans le dossier et qui a décidé de faire des études d'opportunité. J'insiste sur le mot opportunité, c'est-à-dire que l'on ne peut parler que d'hypothèses de travail: même le terme de «tracés» est un abus de langage manifeste. L'Etat de Vaud, au même titre que plusieurs milieux économiques, Région Morges ou la ville sont autant

nement enterré et le déclassement de l'autoroute de Morges, car c'est une question de santé publique. Mais, dans le cas de la bretelle, nous avons demandé à l'OFROU de poursuivre les études sur l'impact environnemental et la préservation de l'espace dont fait partie le franchissement de la Venoge.

– Ils suggèrent aussi votre partialité du fait de votre ancien poste.

– En tant que syndic de Morges, j'étais impliquée, mais dès lors que j'ai été élue, je n'ai plus participé aux décisions. Et pour mémoire, en 2009, le Conseil d'Etat avait déjà émis l'hypothèse d'un contournement.

– Dans le fond, que pensez-vous de tout ça?

– Il est abusif de dire qu'une décision a été prise, il est abusif de dire que c'est une question personnelle et enfin, il est abusif de fournir un film montrant un quelconque futur tracé.

DOR



de partenaires que l'OFROU consulte. C'est dans ce rôle que nous soutenons l'hypothèse d'un grand contour-